

Face à la casse sociale et au sabotage du service public, il y a urgence ferroviaire

Le PCF a soutenu la journée de grève nationale unitaire des cheminotes et cheminots du mercredi 10 juin 2026.

L'alerte lancée par l'intersyndicale (CGT, UNSA, SUD-Rail, CFDT) est d'une gravité exceptionnelle. En déclarant « l'état d'urgence » au sein du groupe ferroviaire, les travailleurs et travailleuse du rail tirent la sonnette d'alarme : les logiques de rentabilité, les restructurations compulsives et le rouleau compresseur de la filialisation/privatisation menés par la direction de l'entreprise et le gouvernement broient les personnels. Le bilan est effroyable : explosion des accidents du travail (+15,9 % en un an dans le groupe public et +50 % sur trois ans), des arrêts maladie liés à la santé mentale (+40 % en cinq ans) et une hausse insupportable des suicides.

Cette souffrance au travail n'est pas une fatalité. Elle est le produit direct des politiques d'ouverture à la concurrence imposées par l'Union européenne et appliquées avec zèle par les gouvernements successifs. Ce « nouveau monde » managérial déshumanise les gares, ferme les guichets, dégrade les conditions de travail en rognant sur les temps de repos, détruit le fret ferroviaire public par le plan de discontinuité de Fret SNCF et organise le dumping social au prisme de la rentabilité financière court-termiste.

Dans le même temps, les cheminots subissent de plein fouet l'explosion de l'inflation et du coût de la vie. Les mesures infimes issues de la négociation annuelle obligatoire (NAO) de janvier dernier sont balayées par la hausse des prix de l'énergie et des produits de première nécessité. Le pouvoir d'achat s'effondre et les artifices financiers (primes, intéressement) ne remplacent pas de vraies augmentations de salaires.

Face à cette fuite en avant irresponsable, le PCF exige, aux côtés des cheminots : **un moratoire immédiat** sur l'ensemble des restructurations et l'arrêt du processus de filialisation/privatisation ; **l'ouverture immédiate de négociations salariales** à l'échelle du groupe avec de réelles augmentations du salaire de base indexées sur le coût de la vie ; **le maintien de tous les droits et statuts** des personnels, le strict respect des 35 heures et des garanties sur l'organisation du temps de travail ; **des embauches massives et un haut niveau de formation professionnelle** pour garantir la sécurité des agents et des usagers.

Pour un projet social et écologique d'avenir pour le rail !

Le transport est un bien commun, un service public national essentiel à l'aménagement du territoire et à

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2556 – Jeudi 18 juin 2026



une transition écologique socialement juste. Un service public intégré est nécessaire à l'efficacité de celui-ci. Le PCF réaffirme ses propositions de rupture avec le modèle capitaliste actuel :

⇒ **La fin de l'ouverture à la concurrence** et l'abrogation des lois de transposition des paquets ferroviaires pour revenir à une **entreprise publique SNCF unique et intégrée.**

⇒ **La reconstruction immédiate de Fret SNCF** pour relancer massivement le transport ferroviaire de marchandises.

⇒ **Un plan d'investissement public massif** à hauteur de **10 milliards d'euros par an avec une montée en charge sur 20 ans** dans les infrastructures (grandes lignes comme lignes du quotidien).

⇒ **Une baisse immédiate de 30 % du prix des billets de train nationaux** et la construction progressive de la **gratuité des TER et des transports en commun**, financée par une fiscalité ciblée sur le capital et les hauts revenus.

Plus que jamais dans l'ensemble des services publics comme des entreprises, il y a besoin de plus en plus de pouvoirs pour les salarié-es, pour ne plus laisser nos activités, nos emplois, à la merci des logiques financières.

Soutenir les cheminots aujourd'hui, c'est défendre notre droit effectif à toutes et tous de nous déplacer librement et en toute sécurité. Le PCF appelle l'ensemble des citoyennes, des citoyens et des usager-es à être solidaires de cette mobilisation exemplaire.

Il est temps de remettre l'humain au centre des décisions !■

**Congrès départemental de la
Fédération des Landes du PCF
Samedi 20 juin 9 h - 17 h
Salle des Fêtes de LABATUT**

Le midi, panier partagé (chacun amène et/ou à manger et à boire et met en commun)

Congrès de la CGT : 120 ans et toutes ses dents

Toujours mordante la confédération syndicale plus que centenaire qui tenait son 54e congrès ! Réunis à Tours, les délégués des organisations territoriales et des fédérations professionnelles ont passé à nouveau le cap symbolique des 600 000 syndiqué-e-s. Entre deux congrès, ils et elles ont été 140.000 à rejoindre la CGT, avec un apport massif au moment de la grande mobilisation contre la réforme des retraites Macron.

La confédération considère avoir empêché le gouvernement de tourner la page et indique sa pleine détermination à obtenir le retrait de la réforme appuyée par une majorité de Français, 61 %, qui disent « vouloir revenir à la retraite à 62 ans ».

Une confédération qui réfléchit, dans les textes comme au micro du congrès, à tirer les leçons de la mobilisation, à s'appuyer sur ses réussites pour dépasser ses limites. C'est dans une ambiance apaisée, avec des débats sincères, parfois vifs mais toujours fraternels, que s'est tenu le 54e congrès, à mille lieues des tensions qui avaient pu marquer le 53e. Et une confédération déterminée à être sur tous les fronts dès qu'ils concernent travailleuses et travailleurs.

Ainsi le moment suspendu offert par les musiciens de l'orchestre philharmonique du Centre-Val-de-Loire qui viennent d'obtenir leur passage en CDI, dans la lutte !

Ainsi ce grand moment de solidarité internationale acclamé par le congrès qui a vu se succéder en tribune des responsables syndicaux burkinabés, palestiniens, de République démocratique du Congo, et d'autres encore pour dire non aux menaces faites à Cuba et aux guerres. Une solidarité internationale fondatrice pour les organisations syndicales après que la Déclaration de Philadelphie, adoptée le 10 mai 1944 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail (OIT), a déclaré qu'« une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale ».

Un congrès accueillant 109 syndicalistes invités, venus de 69 pays, contribuant à la réflexion sur la lutte contre la poussée de l'extrême droite, avec un meeting de l'Internationale ouvrière contre l'extrême droite au cœur du congrès.

Dans un rapport d'introduction très complet, la secrétaire générale de la CGT s'est employée à faire le lien entre la rapacité d'un capitalisme en pleine mutation et les situations de déclassement vécues par les travailleuse et travailleurs. Rappelant à la fois les luttes victorieuses ayant pu être arrachées par la CGT, les points durs mais aussi la répression



La délégation du Parti Communiste Français

antisyndicale d'un niveau inédit.

Sophie Binet a aussi voulu interpeller directement les représentants des partis politiques qui se sont succédé sur les deux premières journées avec Fabien Roussel, Olivier Faure, Marine Tondelier ou Manuel Bompard (Fabien Roussel conduisant une délégation du PCF alternée sur deux jours avec le président de groupe à l'Assemblée nationale Stéphane Peu, le responsable des relations avec les syndicats Aymeric

Seassau, la responsable Europe Charlotte Balavoine et le trésorier Christophe Grassullo).

Pour la secrétaire générale, la CGT se refuse à toute instrumentalisation politique et affirme que la confédération ne sera jamais neutre. Elle a invité à tourner résolument la page de 10 ans de macronisme et à empêcher toute victoire de l'extrême droite « par l'unité, par la mobilisation, et grâce à des perspectives sociales fortes » prenant appui sur les 90 ans du Front populaire. Elle a ainsi proposé 3 axes prioritaires : La socialisation des richesses, la transformation du modèle productif, la démocratisation du travail.

Une invitation au dialogue prise au mot par Fabien Roussel qui a aussitôt invité la secrétaire générale de la CGT au 40e congrès pour pouvoir répondre pour le PCF aux messages qui ont été adressés aux forces politiques de gauche et à leurs candidat-e-s à la présidentielle.

Une chose est sûre, dans le combat social comme dans les grandes questions qui sont posées au pays, il faudra compter ces prochaines années sur une CGT combative ! ■

Pirates – Le billet de Gérard Streiff

Les Américains sont des pirates. Désireux d'étrangler Cuba, ils menacent les entreprises étrangères qui ont le front de coopérer avec l'île communiste. Leur méthode est simple comme le gangstérisme : ils intimident ces compagnies, les virent de l'île ou les rachètent à bas prix. En mai, ils ont chassé de La Havane le transporteur CMA CGM. Cette semaine ils viennent de mettre la main sur une société canadienne du nickel et du cobalt. Et demain ? Ce sera peut-être le cas de Pernod Ricard et des rhums « Havana club » ? ou de LVMH et son « Eminente » ? Que dit la France devant ce scandale ? Le Quai se couche. Le ministre manque d'idées. On lui en propose une, histoire de montrer à Trump qu'à Paris on a des valeurs : inviter les Cubains à participer au défilé du 14 Juillet... ■

QUAND LES COMMUNISTES GAGNENT : LA VIE CHANGE



Ces victoires sont à souligner car elles sont aussi le fruit des luttes de terrain que les communistes transforment en conquêtes au Parlement. Elles doivent ensuite continuer la navette parlementaire en passant par le Sénat. Il faut que ces textes aboutissent définitivement !

Un pas de plus vers la nationalisation d'Arcelormittal

L'Assemblée Nationale a adopté la proposition de loi portée par les députés communistes pour la nationalisation d'ArcelorMittal. C'est un signal fort envoyé aux salariés mobilisés depuis des années pour défendre leurs emplois, leurs usines et l'avenir de la sidérurgie française.

Face aux logiques financières qui fragilisent notre industrie, une autre voie s'ouvre : celle de l'intervention publique, de la souveraineté industrielle et de la sécurisation de l'emploi.

La nationalisation d'ArcelorMittal est l'unique moyen de sauver la filière française de l'acier. Alors que la multinationale a divisé par deux le nombre de ses effectifs sur l'hexagone en seulement vingt ans, il apparaît désormais évident que seul l'État est capable d'assurer la pérennité des emplois et les investissements nécessaires à la décarbonation de ses sites.

Après trente année de désindustrialisation, nous ne pouvons répéter les erreurs passées en abandonnant notre souveraineté à la loi du marché. Aucune politique industrielle ambitieuse ne pourra être menée sans une maîtrise publique de l'acier. ■



Revalorisation des bourses étudiantes

La précarité étudiante n'est pas une fatalité !

Les députés viennent d'adopter notre proposition de loi visant à indexer les bourses étudiantes sur l'inflation et à les verser sur 12 mois.

L'indexation des montants et des barèmes sur l'inflation permettra aux étudiants boursiers de bénéficier d'une aide sociale qui évolue au même rythme que le coût de la vie.

Le versement des bourses en juillet et en août permettra aux étudiants de faire face à des dépenses qui, elles, ne s'arrêtent pas pendant l'été.

Les étudiants ont besoin de ces mesures d'urgence. Elles ne constituent pas, à elles seules, une réponse globale à la crise qu'ils traversent. Mais elles représentent une étape essentielle dans la lutte contre la précarité étudiante, devenue un phénomène structurel dans notre pays.

Cette avancée répond à une urgence sociale que plus personne ne peut ignorer. Aujourd'hui, deux étudiants sur trois déclarent avoir déjà sauté un repas faute de moyens. Pour un étudiant sur trois, le reste à vivre après le paiement du loyer est inférieur à 100 euros par mois.

Cette adoption constitue une victoire importante pour la jeunesse de notre pays. Elle montre qu'il est possible d'agir concrètement contre la précarité étudiante et d'améliorer immédiatement les conditions de vie de centaines de milliers de jeunes. ■



Fête des Pins 4 et 5 juillet 2026 Parc de la Nature TARNOS

SAMEDI 4 JUILLET

18 h - Débat « **Cuba et l'impérialisme américain** » avec Jean Querbes, membre du PCF, ancien député européen



20 h - Repas Moules/Frites

22 h 30 - Soirée Podium Master - DJ Julien

DIMANCHE 5 JUILLET

11 h - Débat « **Quel programme pour 2027** »

13 h - Banquet populaire avec animation musicale avec Afrolandais

Seront présents :

La librairie de la Renaissance, stand Cuba, initiation aux jeux d'échecs et de dames, le MRAP et le Mouvement de la Paix, LSR (Loisirs Solidarités Retraités de la CGT)...

Organisons de tout le département du covoiturage pour venir à la Fête des Pins et contribuer à son succès.



Pour populariser notre fête des pins, les bons de soutien sont à placer en nombre.

Prenez contact avec les communistes de vos sections pour en acheter. ■

CARNET

Notre camarade Ginette Beaumont de Saint-Yaguen a eu la douleur de perdre son fils Jean-Michel. Ses obsèques civiles ont eu lieu ce mardi 16 juin au funérarium de Mont-de-Marsan en présence d'une foule nombreuse.

Et notre camarade Vincent Lesperon, aussi de Saint-Yaguen a eu la douleur de perdre son père. Ses obsèques se sont déroulées à l'église de Saint-Yaguen ce mercredi 17 juin.

À nos deux camarades Ginette et Vincent, ainsi qu'à leurs familles, la Fédération des Landes du PCF et le journal Les Landes Républicaines adressent leurs plus sincères condoléances.■

Gnacs et Chacailles

GLAND ET TAUPE

En la saison printanière/ Un gland enfoncé dans la terre/ germaît petit à petit/ Passe une taupe qui lui dit/ Hé l'ami ne t'échauffe pas la bile/ Que Fais-tu ainsi comme un fou/ Tu veux savoir ce que je fais/ Un chêne laisse-moi tranquille/ Tel passe pour nigaud travaille plus qu'un autre. (traduction de la poésie gasconne «Lo glan e lo bouhoun» (Le gland et la taupe) par Isidore Salles 1821-1900). Dans le «18 Brumaire de Louis Bonaparte» publié en 1852 sur le coup d'État du 2 décembre 1851 qui fit l'empereur Napoléon III (1808-1873) contre le II^{ème} République (1848-1851), Karl Marx (1818-1883) parle de la révolution comme d'une «vieille taupe». Elle creuse bien loin des regards, souvent dans l'ombre, mais toujours avec méthode. Un travail lent et fastidieux, invisible à la surface, mais qui, à force de galeries, finit par déformer le sol et produire des surgissements importants. La métaphore résonne avec notre période traversée par de profonds bouleversements. L'impérialisme en crise, est une source continue de violence et de guerres face auxquelles on peut se sentir impuissants. Le quinquennat d'Emmanuel, Jean-Michel, Frédéric Macron (né le 21/12/1977 à Amiens) entre dans sa dernière année après avoir choisi la droite unie à l'extrême droite, contre le Nouveau Front Populaire. Quand tout s'accélère à la surface, creuser peut sembler vain, comme parler de paix, d'écologie, d'emplois, de salaires décents pour vivre, de Sécurité sociale à 100% pour toutes et tous, de soutien aux jeunes générations méprisées, étudiants en butte au système Parcoursup, aux contrats précaires, aux droits réduits des apprentis. Le danger de la période n'est pas seulement que l'extrême droite continue de progresser, c'est aussi qu'elle parvienne à nous convaincre qu'il serait trop tard pour construire la conscience de classe capable de la faire reculer. Deux pièges sont tendus, comme croire que l'élection présidentielle pourrait, à elle seule, permettre à la gauche de battre définitivement le RN à condition de suivre la plus cotée des candidatures sociales-démocrates, ou de poser sur une photo de famille entre responsables de gauche. Ne méprisons aucune bataille électorale, mais aucune solution de dernier recours ne suffira à faire durablement reculer l'extrême droite si la Gauche demeure dispersée, désorganisée et privée de sa force collective. Face à l'urgence, il serait illusoire de penser que la priorité serait de rassembler seulement les militants, de fédérer un petit cercle de déjà convaincus autour d'une radicalité de surface, qui parle à ceux qui savent déjà, mais abandonne tous ceux qu'il nous faut convaincre. On ne gagne aucune bataille dans le repli et le sectarisme. On ne fera pas reculer durablement l'extrême droite en renonçant à s'adresser aux jeunes qu'elle trompe ou qu'elle condamne à la résignation. Là où le capitalisme isole et organise le déclassement, nous devons construire la solidarité et développer la conscience de classe des exploités face aux exploités. Souvenons-nous que, dans notre histoire, quand la gauche gagne, c'est bien souvent parce que les communistes ont assumé le lent travail difficile mais indispensable de débats, de propagande, de conviction pour un monde de liberté, de justice, de paix, d'altérité, contre les fausses oppositions racistes et xénophobes cultivées par l'extrême droite qui divise face aux capitalistes. Que cau bojar lo selhon de la revolucion comunista (Il faut labourer le sillon de la révolution communiste). ■

Roger La Mougne